

Un ministère de "droite"  
avec un programme de "gauche".

Pauvres électeurs, comment  
vont-ils reconnaître suivant  
la formule d'Herriot, les "rouges"  
les "bleus" les "blancs" !

# Le Libertaire

Rédaction :  
Administration : R. Frémont,  
72, rue des Prairies, Paris (20°)  
(Cachet postal : N. Faucher 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"  
FRANCE : Un an... 42 fr. Six mois... 24 fr. Trois mois... 12 fr.  
ÉTRANGER : Un an... 50 fr. Six mois... 28 fr. Trois mois... 15 fr.  
Chèque postal : N. Faucher 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un  
milieu social qui assure à chaque indi-  
vidu le maximum de bien-être et de  
liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

## Les sursauts d'agonie de la monarchie espagnole

L'effervescence s'amplifie en Espagne. On soupçonne l'importance des événements à travers l'inquiétude qui perce dans les communiqués officiels. Et la panique se traduit de façon concrète par la baisse vertigineuse de la peseta.

Le roi aurait-il sacrifié son dictateur en pure perte ?

Il semble bien, en effet, que le départ de Primo de Rivera ait été impuissant à sauver la monarchie. Le dictateur parti, le malaise reste le même, alors le mécontentement général s'en prend directement à la monarchie.

C'est elle qui apparaît maintenant comme la vraie responsable et c'est elle que les étudiants de Madrid et de Barcelone conspuent après avoir conspué Primo.

La monarchie a non seulement perdu son prestige, mais aussi tout son crédit et le plébiscite envisagé par Alphonse XIII, apparaît un peu comme le dernier effort désespéré du moribond qui s'obstine à ne pas vouloir mourir.

Les bruits les plus divers circulent. Le roi essaierait peut-être de sauver la dynastie en abdiquant en faveur de son fils. On parle d'autre part du prétendant don Carlos qui ne demanderait, bien entendu, qu'à prendre la place.

Mais une chose est évidente : c'est la forte poussée d'opinion en faveur d'un régime républicain.

A ce sujet le discours prononcé par Sanchez Guerra, au Théâtre de la Zazela, est significatif.

Ce n'est pas seulement l'événement retentissant du jour, c'est un fait d'une portée considérable. Pour qu'un ancien ministre de l'Evangelina de Sanchez Guerra ose attaquer aussi franchement le roi et le régime dynastique, il faut évidemment qu'il sente derrière lui des forces assez puissantes et suffisamment sûres. En effet, les libéraux s'applaudissent, l'opposition universitaire et l'immense majorité de la petite bourgeoisie également.

Le désir d'un changement constitutionnel prend naissance dans le mécontentement général qui règne au sein de la bourgeoisie moyenne. Celle-ci s'est trouvée lourdement grevée par le système fiscal instauré par Primo de Rivera. Le dictateur était, en effet, l'agent de l'aristocratie féodale et terrienne. Or, la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, commerçants, petits propriétaires fonciers, sans oublier l'armée immense des fonctionnaires et aspirants fonctionnaires, lisez les étudiants — était fatalement mécontente d'un système social qui mettait des entraves au développement de son essor vers le capitalisme. Aussi, est-ce dans cette opposition sourde qui se fortifiait depuis des années au sein de la petite bourgeoisie qu'a pris racine le mouvement républicain d'aujourd'hui.

La bourgeoisie en a assez de subir un gouvernement féodal. Elle se sent de taille à prendre le pouvoir à son tour et croit le moment venu de s'assurer un gouvernement qui soit l'expression des intérêts de sa classe et son instrument propre de domination. Mais pour parvenir à ses fins elle a cherché habilement à concilier à son objectif républicain des individus représentatifs.

Dès maintenant elle mise donc sur Sanchez Guerra, Cambó et d'autres. Ceux-là semblent bien offrir toutes les garanties. Populaires dans l'armée ils sauront en outre lui attirer l'appui intéressé du capitalisme industriel de la Catalogne et mater enfin l'insurrection ouvrière une fois qu'elle aura fait les frais de la chute de la monarchie.

Les goliaths ont attendu et hésité longtemps avant de lui offrir les portes. Par son activité constante le comité du droit d'asile n'a pas permis que le silence se fasse autour de Bartolomei et empêcha toute tentative de le livrer à la France à l'insu des travailleurs.

Ces résultats ne sont pas des lauriers sur lesquels on puisse se reposer, mais au contraire un stimulant pour la lutte. Plus que jamais ! En avant pour le droit d'asile intégral !

ERNESTAN.

### Le Libertaire en Correctionnelle

Nos amis Epsilon et Ribeyron étaient convoqués mardi dernier devant la 13<sup>e</sup> chambre correctionnelle pour répondre de l'article poursuivi au sujet de la mort de Clemenceau, intitulé « un sinistre vieux est mort ».

Le procès avait été remis à huitaine, c'est donc mardi prochain 11 mars, que Ribeyron et Epsilon affronteront les « juges » de la 3<sup>e</sup> République.

### NOTE IMPORTANTE

Les groupes et organisations sont priés de faire parvenir leurs convocations avant le mardi midi. Passé ce délai, aucune communication ne sera insérée, sauf urgence. Les correspondants sont priés d'écrire à l'encre d'un seul côté des feuillets en laissant une marge suffisante pour les annotations de la rédaction.

## LE 6 MARS ET LA III<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Il ne s'agit pas ici d'ironiser aux dépens des bolchevistes, mais d'analyser le pourquoi et les raisons de leurs mots d'ordre, ou du moins de ceux que lancent à leurs filiales, les membres de la III<sup>e</sup> Internationale. Malgré nos divergences d'opinion, ils sont suffisamment intelligents pour s'être rendus compte des résultats désastreux de la journée du 1<sup>er</sup> août dernier, et ils viennent de récidiver en voulant à toute force, déclencher en France une journée de manifestations pour le 6 mars, en prenant comme base le chômage. Nous nous servons pour juger de tels mots d'ordre, des articles parus dans l'Humanité, ce qui empêchera nos adversaires de taxer de renseignements erronés les données qui auront servi de bases à nos conclusions.

Dans l'Humanité du 4 mars, page 1, colonne 1, Marcel Cachin, parlant du chômage existant dans le monde entier donnait le tableau suivant :

| Chômeurs                     |           |
|------------------------------|-----------|
| Etats-Unis                   | 5.000.000 |
| Allemagne                    | 3.500.000 |
| Angleterre                   | 3.500.000 |
| Italie                       | 800.000   |
| Autriche                     | 400.000   |
| Pologne                      | 400.000   |
| Tchécoslovaquie              | 400.000   |
| Hongrie                      | 300.000   |
| Bulgarie                     | 200.000   |
| Roumanie                     | 150.000   |
| Yugoslavie                   | 200.000   |
| Espagne et Portugal          | 150.000   |
| Pays Scandinaves             | 150.000   |
| Hollande et pays limitrophes | 100.000   |
| Amérique du Sud              | 1.000.000 |
| Canada                       | 200.000   |
| Mexique                      | 500.000   |
| Australie                    | 200.000   |
| Afrique du Sud               | 100.000   |
| Japon                        | 1.000.000 |

Or, que remarquons-nous dans ce tableau de prime abord ?

C'est qu'il y manque le nombre de chômeurs existant en France et en U.R.S.S.

Parlons d'abord de la France et disons franchement qu'il n'y a pas — du moins encore — de crise de chômage, peut-être un certain ralentissement dans un petit nombre d'usines, mais des masses de travailleurs en chômage, non ! et seuls les ouvriers agricoles des départements de l'Aude, de l'Hérault et des Pyrénées Orientales sont-ils atteints par la crise ; encore faut-il tenir compte qu'il s'agit là, beaucoup plus d'un chômage saisonnier inhérent aux travaux des champs pendant l'hiver qu'à une réelle crise de chômage. Si d'ailleurs vous en doutez, c'est l'Humanité du 5

mars (page 1, colonne 2) qui disait dans un article de Doriot : *S'il n'est pas possible encore de parler de chômage intensif, dans l'industrie, il est certain qu'il existe du ralentissement de la production dans l'importante usine.*

N'est-ce pas la confirmation de notre thèse et dans ce cas, n'est-il pas dangereux de vouloir déclencher une journée de manifestations le 6 mars, sur un mot d'ordre de chômage, alors que cette cause est inexistante.

Il manque également dans le tableau que nous avons reproduit plus haut, le nombre de chômeurs en U.R.S.S., et pourtant l'Humanité du 5 mars (page 4, colonne 4) nous faisait savoir que : *Les statistiques officielles donnent, pour l'U.R.S.S., un chiffre total de 1.250.000 chômeurs en 1926-1927, et de 1.535.000 chômeurs en 1927-1928.*

Je ne tomberai pas dans la travers, de ceux qui voudraient voir dans le nombre de chômeurs le fait de la dictature de Staline, car il est probable que le chômage en Russie soviétique est tout simplement le fait de l'accroissement de la population, de l'exode des paysans vers les villes et enfin des mêmes causes que celles qui le produisent dans les états du monde entier.

Par exemple, je ne puis me laisser raconter par l'Humanité du même jour, qu'en Russie le chômage va en diminuant puisqu'il y a eu : en 1926-1927, 1.250.000 chômeurs et en 1927-1928, 1.535.000 chômeurs.

Il nous faut donc conclure de ces chiffres que la crise de chômage est dans le fond inexistante en France, et que 15 ou 20 jours ne sont pas suffisants pour préparer une journée internationale d'agitation contre le capitalisme. Les ordres de la III<sup>e</sup> Internationale peuvent être appliqués avec succès dans des pays comme l'Allemagne ou l'Angleterre, c'est possible, mais ils ne peuvent donner en France que des déboires, lesquels finiront — si l'on n'y prend pas garde — par jeter une telle confusion et un tel découragement parmi les masses, que celles-ci ne réagiront plus, et qu'elles subiront tout ce qu'exigera d'elles le patronat.

Il est donc impossible que la III<sup>e</sup> Internationale ne soit pas au courant de la situation exacte du prolétariat français, et dans ce cas, nous demandons-nous, les raisons pour lesquelles elle lance les ouvriers dans des aventures comme celles du 1<sup>er</sup> août et 6 mars qui sont malgré les comptes rendus pharisiens de l'Humanité autant de défaites pour les travailleurs français.

René GHISLAIN.

Cet article a été écrit avant le 6 mars. N. D. L. R.

## LE RÉGIME POLITIQUE EN PÉRIL

Une protestation de M<sup>r</sup> Marcel FOURRIER

Nous avons déjà, à plusieurs reprises, protesté contre les brimades dont étaient victimes les détenus politiques de la Santé. Nous avons également indiqué que le régime politique avait été acquis à la suite de manifestations qui firent quelque bruit à l'époque. Nous ne reviendrons pas. Notre camarade Ribeyron, détenu depuis le 15 janvier, n'a pas encore reçu satisfaction, en ce qui concerne la liste de visiteurs qu'il avait adressée au directeur de la Santé.

M<sup>r</sup> Marcel Fourrier, son défenseur, vient d'adresser au Garde des Sceaux la lettre que nous reproduisons ci-dessous.

Nous pensons que cette lettre suffira pour faire rétablir le régime politique dans son intégralité, et que notre ami Ribeyron ne sera pas obligé de recourir au moyen extrême qu'est la grève de la faim, ce à quoi il est fermement décidé.

Monsieur le Garde des Sceaux,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, les faits suivants :

Mon client, M. Ribeyron, gérant du journal Le Libertaire a été arrêté le mercredi 15 janvier 1930 et incarcéré le même jour, par M. Delalé, juge d'instruction d'apologie du crime de meurtre dans un but de propagande anarchiste, pour un article paru dans le numéro 222 du Libertaire, du 30 novembre 1929, intitulé : « Un sinistre vieux est mort ».

Bien qu'aucun moment les nécessités de l'instruction aient pu être invoquées, Ribeyron a été écroué en prison préventive, alors que l'acte de l'article qui s'est loyalement présenté de son plein gré devant M. Delalé, et laisse selon une tradition à laquelle il n'est heureusement pas adepte transgressé, en liberté. Il semble d'ailleurs bien évident que les magistrats instructeurs veulent établir un régime spécial, en ce qui concerne les gérants des journaux habituellement poursuivis, tels que l'Humanité, l'Académie, la Caserne, le Libertaire, etc., et par une sévérité particulière à leur égard, rendre intolérable l'exercice légal de leurs fonctions.

Il convient de remarquer que le résultat de cette méthode est purement négatif, car si se trouve assez de prolétaires courageux pour accepter par avance, avec la grève toujours gratuite d'un journal ouvrier, l'absence des durs années de prison qui ne manquent jamais de s'abattre sur eux à la première poursuite — et nous en connaissons de particulièrement méprisables pour la libre communication des pensées et des opinions, qui est un des droits les plus précieux du citoyen reconnu formellement par la Constitution française.

De plus, nous constatons aujourd'hui que bien que placé au régime politique, Ribeyron est

l'objet de la part de l'administration pénitentiaire, de mesures qui me paraissent de nature à porter les plus graves atteintes au Régime politique. Il s'agit avant tout du droit de visite. Je suis parfaitement convaincu qu'il n'existe aucun règlement précis, concernant l'application des peines subies au Régime politique. Le décret du 29 mars 1923, ne mentionne aucune catégorie de détenus ou de détenus dits politiques et nous sommes en présence d'un régime spécial. Est-ce à dire que le régime politique soit un régime de pure bienveillance ? Evidemment non. L'arrêté du 4 janvier 1930, règle la situation des détenus politiques « jusqu'à ce qu'il ait été statué par règlement général sur le régime applicable dans les établissements pénitentiaires aux personnes condamnées pour faits politiques, etc. » article premier de cet arrêté.

Depuis 1890, on attend toujours le règlement général promisi par M. le Ministre de l'Intérieur Constans. A deux reprises seulement, en 1907, M. Clemenceau, et en 1922, M. Barthou, garde des Sceaux par circulaire ministérielle expliquant un avis officiel sur le régime politique, d'où il ressort — et ce sont les termes employés par M. Barthou, que « la faveur du régime politique n'est consacrée par aucune loi ; elle n'a d'autre fondement qu'une tradition libérale. Elle consiste en une tradition libérale pénitentiaire, etc. » Et M. Barthou ajoute qu'il ne peut être question de renier ce libéralisme.

De ces différents et timides essais de réglementation du régime politique, retenons simplement :

1<sup>o</sup> Que le régime politique bien que non encore réglementé de façon précise existe ;

2<sup>o</sup> Qu'il a pour fondement une tradition de libéralisme qu'il ne peut être question de renier ;

3<sup>o</sup> Que c'est un adoucissement du régime pénitentiaire.

Il reste donc qu'il s'est établi au cours des années, une sorte de coutume, qui dans un quartier politique aussi fréquemment et abondamment peuplé que celui de la prison de la Santé, s'est peu à peu cristallisée en un règlement de fait, conforme à la tradition de libéralisme dont parle M. Barthou.

C'est pourquoi lorsqu'un de ces droits inhérents au régime politique et acquis par une sorte de prescription de coutume, pourrais-je dire, se trouve brutalement supprimé, on peut parfaitement se demander si ce n'est pas le régime politique qui est en train de disparaître, puisqu'il est toujours possible de prétendre qu'en l'absence de tout règlement, ou de tout texte législatif, le régime politique n'est qu'une fiction libérale.

Il en est ainsi aujourd'hui du droit de visite.

Jusqu'en mois d'août dernier, il était formellement admis que chaque détenu ou détenu placé au régime politique, avait selon certaines modalités, le droit de recevoir aux heures fixées par le règlement de la prison, des visites.

(Lire la suite en deuxième page)

## De la conquête d'autrefois aux révoltes d'aujourd'hui

Nous avons vu dans un précédent article comment la France avait trouvé un motif pour entreprendre la conquête de l'Algérie, mais les nations européennes et l'Angleterre particulièrement, ne voyaient guère d'un bon côté notre installation en Afrique du Nord ; le gouvernement eut d'ailleurs la précaution en avertissant les états européens de sa décision, dans une note du 4 février 1830, de se représenter comme le mandataire du monde civilisé allant abolir la piraterie et l'esclavage et « établir la sécurité en Méditerranée ».

Les conversations avec l'Angleterre furent laborieuses, l'on calma ses inquiétudes en lui assurant que si le gouvernement résistait à Alger venait à se dissoudre au milieu de la lutte que l'on allait engager, en recherchant alors en commun quel serait l'ordre de choses nouveau qui serait convenable d'établir dans la contrée pour le plus grand avantage de la chrétienté.

L'on peut constater par les termes de cette note, que les façons d'opérer pour conquérir un pays sont toujours les mêmes ; d'abord créer un mouvement d'opinion grâce à la presse, puis provoquer un incident — chose toujours facile — et enfin, se déclarer le champion de l'honneur, ou du droit et de la civilisation ; envahir avec canons et munitions le pays à conquérir. Dans le cas qui nous occupe, l'on promit même de discuter pour le statut de gouvernement à donner au pays conquis, ayant bien entendu l'idée de n'en rien faire après la conquête.

Je passe sous silence les péripéties militaires, de la prise d'Alger que l'on trouva dans divers volumes traitant de la question, qu'il nous suffise de noter que le 5 juillet 1830 les Français entrèrent à Alger et que le premier acte des champions de la civilisation fut de piller la Casbah que le dey Hussein avait abandonnée.

Le trésor du Dey ne donna que 48.700.000 francs, et les officiers de haut grade s'accablèrent mutuellement d'y avoir puisé pour leur compte personnel ; le général de Lovardo dut même demander la convocation d'un jury d'honneur pour se disculper ; cet exemple de pillage et de vols fut imité par les troupes et, des magasins contenant du blé, de la laine, des peaux, du plomb, du bois et de la toile furent mis au pillage par les soldats.

Et c'est les cent ans de vols, de pillages, de rapines et d'autres méfaits du même genre que l'on veut fêter en 1930 ?

Les organisateurs du centenaire ne se sont même pas rendus compte du cynisme de leur entreprise, ils ont donc convié tous les indigènes à participer à ces fêtes et de grandes réjouissances ont été prévues à cet effet, on palabrerait des parlementaires et des ministres, ceux-là mêmes qui profitent dans de fructueux postes d'administrateurs de sociétés des bénéfices de la colonisation.

Il y a, en effet, une manière assez imprévue de coloniser un pays conquis, c'est de déclarer que la terre vous appartient et de la donner à des particuliers ou le plus souvent à des sociétés financières, c'est le grand système qui a été employé dans l'Afrique du Nord depuis la conquête. Veut-on des exemples ? En 1845, concession de 3.000 hectares dans la région du Sig à une Société « Union Agricole du Sig ». En 1846, expériences sur 80.000 hectares entre Mascara, Oran et Mostaganem ; en 1847, 37.000 hectares sont distribués ; de 1861 à 1870 on livra 400.000 hectares à la colonisation capitaliste, pendant la même période les plus belles forêts du littoral étaient concédées à des sociétés pour leur exploitation, et ces concessions portaient sur 160.000 hectares sur un laps de temps de 90 ans.

Le manque de place m'empêche de relater toutes les spoliations dont furent victimes les indigènes, mais le mécanisme de l'opération est des plus ingénieux ; sous prétexte d'insurrection l'on déposait une tribu de ses terres (comme ce fut le cas pour la tribu des Hachem en 1871), on les concède à une société financière, et celle-ci naturellement pour les faire rapporter, emploie comme travailleurs les indigènes spoliés, en leur allouant un salaire de famine, l'indigène travaille donc au même endroit et la même terre, mais les bénéfices de son labeur sont accaparés par les colonisateurs.

L'on peut penser que ce produit une telle méthode, une haine sourde qui se cache à cause de la répression, mais qui ne cherche qu'une occasion de se manifester. Même en Algérie, malgré les cent ans d'oppression capitaliste, il ne faudrait pas grand chose pour voir naître des révoltes ; un code spécial l'indignité, pèse d'ailleurs de tout son poids sur les arabes et ceux-ci n'ont aucun des droits dont jouissent les Français de la métropole, de telle façon que si l'on voulait prendre à la lettre les discours des officiels lors des cérémonies projetées, il ne faudrait pas dire que les arabes sont les fils de la République, mais qu'ils n'en sont que les bâtons.

Les arabes ont d'ailleurs l'écho de la façon dont on entend mater les révoltes possibles. Là-bas, en Indochine, l'on vient de condamner à mort treize inculpés arrêtés dans le dernier mouvement de Yen-Bay, ces condamnations à mort ont été prononcées par la Commission criminelle, c'est-à-dire par des fonctionnaires, des colons, des industriels, tous colonialistes forcés.

D'un autre côté, à la Guadeloupe, des grèves sanglantes viennent de se produire. Devant les faits très graves qui s'étaient passés, le ministre des Colonies a été obligé de faire une communication à la presse dans laquelle il avoue qu'à l'usine Bonne-Mère, un adjudant a ordonné à la troupe de tirer et qu'il y a eu un mort et trois blessés.

Il est bon d'ailleurs que les révolutions

soient attentives, à tout ce qui se passe actuellement dans les colonies ; de partout, à Haïti, Indochine, Guadeloupe, Saint-Domingue, Philippines, des révoltes grondent ; dans la métropole les mesures de répression du capitalisme sont, peut-être trop bien assurées pour permettre à l'insurrection victorieuse de triompher ; d'autre part, surtout en France, la condition matérielle du prolétariat jointe à ses divisions intérieures, empêchent l'éclosion d'un mouvement révolutionnaire, mais dans toutes nos colonies, la misère des indigènes, l'exploitation éhontée dont ils sont l'objet, la famine, les injustices de toutes sortes font naître un sourd mouvement de mécontentement, que le caractère provocateur du centenaire de l'Algérie pourrait changer en « l'épée sicilienne ».

GARIN.

N.-B. — Les journaux de ce matin nous apprennent que Léon Jouhaux a obtenu un gros succès à Rabat et à Casablanca ; décidément, il ne suffit plus au « gros Léon » d'avoir trahi ses camarades de travail en 1914, et à l'heure actuelle le bourgeoisisme l'emploie pour endormir les indigènes. Quand lui donne-t-on la médaille des « bons serviteurs » ?

## PROPOS d'un PARIA

Je ne comprends pas les gens qui, pour faire figure d'hommes sérieux, passent leur temps à vouloir résoudre des problèmes que je qualifierai, je ne sais trop pourquoi, du reste, de « sub-lunaires ». Chercher des pouds dans la lune est peut-être la marque d'un esprit réfléchi, mais je ne contente, pour ma part, de contempler ceux qui évoluent sur notre planète, terrestre. Ce n'est pas toujours d'une gaieté folle, chienne, mais il y a des moments où, malgré soi, ce passe-temps nous amuse.

Je signale d'ailleurs la « manifestation » des touristes de Vincennes et j'en disais tout le bien que j'en pensais. Or, voici : « les touristes de Marseille saisis d'une noble émotion viennent de « damer » le pion à leurs confrères parisiens.

A Marseille, on ne fait pas les choses à demi, pécheur !... Et, mieux qu'à Paris, flambent des barques du Mutual... qu'une administration prudente va faire reconstruire, en ciment armé !...

Mais, le plus joli de l'histoire, c'est qu'un jeune homme de 19 ans, surpris au moment où il mettait le feu à l'une de ces barques à tire-sous s'est vu arrêté et prévenu « de destruction d'objet d'utilité publique ».

Que l'on fasse observer à un éternuement qui s'acharnait éternel, à démolir un chalet de nécessité, que l'objet de sa rancœur est d'utilité publique, passe encore, mais une baraque du parti mutual !... Cela est pour le moins d'une douce ironie. Il manquait vraiment cette consécration officielle à l'une des plus dangereuses et malsaines institutions de notre société.

Je veux bien admettre que ces fameux « objets d'utilité publique » soient, pour la bourgeoisie des « objets de récupération ». En effet, combien de pauvres bourgeois s'ingénient à la reprise individuelle de toutes manières et vont ensuite porter au mutual le plus clair d'un pécuniaire si difficilement amassé. La chronique des tribunaux nous renseigne là-dessus d'une façon aussi parfaite que quotidiennement. Espérons que les comètes à incendies et autres propriétaires par amour du turf auront droit, désormais à des circonstances atténuantes !...

Puisque nous parlons de tours, passons donc à une autre espèce qui tend à se multiplier et pour laquelle, depuis quelque temps il n'y en a que pour eux dans les colonnes des quotidiens. Je veux parler des ministres. Il fut un temps où une bonne douzaine seulement suffisait à assurer la félicité de notre pays. Ils ont maintenant près d'une quarantaine. Tout augmente !... Il faut prévoir l'époque où le président du Conseil avisé donnera un sous-secrétariat d'Etat à la majorité des parlementaires, ce qui lui permettra de « durer » éternellement.

Autour de chacun de ces pous principaux grouillonnent naturellement une multitude de pous secondaires, dont l'appétit sera pour le moins aussi grand que celui de leur supérieur. Cela promet de franches ripailles de sucées et de résucées.

Et il serait profondément curieux et réjouissant de voir cette légion de parasites en arriver, faute d'autre aliment, à s'entre-sucer elles-mêmes.

Nous entrons là, évidemment, dans le domaine du rêve !

La réalité sera que les bureaux de perception, ces autres « objets d'utilité publique » seront multipliés à l'infini et qu'ils seront, eux aussi, rebâtis en ciment armé !...

Pierre Mualdes.

## RETENEZ BIEN CETTE DATE...

Les lecteurs de Libertaire retiennent leur après-midi du dimanche 23 mars pour assister à la Matinée Artistique qui aura lieu à la Salle de la Crypte, rue de Puteaux.











